

## **Gaston Tong Sang plaide pour un renforcement de la stabilité de la présidence polynésienne**

le 6 septembre 2010 à 08:37 | source: Tahitipresse |

Le président de la Polynésie française, Gaston Tong Sang, a plaidé lundi à Paris auprès de la ministre de l'Outre-mer Marie-Luce Penchard, pour que l'on donne de la stabilité non seulement à l'assemblée de la Polynésie française, mais aussi à la présidence du Pays, indique l'Agence France Presse (AFP).

"Pour moi, il n'y a pas de stabilité si on ne donne pas une stabilité aux fonctions de la présidence de Polynésie française", a déclaré M. Tong Sang, à l'issue d'un entretien de deux heures avec Mme Penchard. "Pourquoi ne pas asseoir l'élection de ce président sur des bases légitimes pour qu'il ne soit pas remis en cause à chaque réunion de l'assemblée de la Polynésie française?", s'est interrogé M. Tong Sang.

Il a suggéré, soit une "élection directe" - ce qui paraît difficile, voire impossible puisque la Polynésie française n'est pas un état indépendant - soit une formule faisant automatiquement de la tête de liste obtenant la majorité de sièges à l'assemblée locale le président polynésien. Deux solutions écartées par la mission du conseiller d'Etat Jacques Barthélémy dépêchée à Tahiti fin mai par Mme Penchard.

Pas question de toucher aux circonscriptions

Pour le mode de scrutin, M. Tong Sang a souligné qu'il n'était "pas question de toucher à la représentation des archipels" éloignés de Papeete. Il est pour une prime majoritaire, un scrutin à deux tours et une réduction "intelligente" du nombre d'élus à l'assemblée (57 aujourd'hui).

M. Tong Sang s'oppose à la suppression des allers et retours entre les fonctions de ministre et de représentant à l'assemblée locale. Il s'oppose aussi à une remise en cause de la pleine compétence fiscale de la Polynésie française pour renforcer les moyens des communes. "Ce n'est pas la loi qui permettra de faire avancer ce gros chantier mais une volonté politique, les maires savent très bien que je suis pour cette réforme de la fiscalité", dit-il. Ces derniers lui ont demandé, ainsi qu'au haut-commissaire Adolphe Colrat, de saisir en urgence le tribunal administratif au sujet du mode de calcul du fonds intercommunal de péréquation (FIP).

"Il n'y a pas de crise sociale ouverte en Polynésie"

Selon M. Tong Sang, "il faut préserver les fondamentaux de l'autonomie, laisser un espace de liberté aux élus". "Il n'y a pas de crise sociale ouverte en Polynésie", fait-il valoir. "C'est la seule collectivité territoriale où Paris peut dormir sur ses oreilles". Il relève que "malgré les difficultés politiques, les gros chantiers avancent", comme le budget de la protection sociale, qui "sera voté en équilibre en 2011".

M. Tong Sang compte par ailleurs sur le soutien des "bailleurs de fonds" pour aider "la relance économique". Il a d'ailleurs rencontré le ministre du Budget, François Baroin en ce sens. Il a ainsi demandé que l'Agence française de développement puisse exercer "son rôle de banque de développement aux côtés de la Polynésie, au sein de la Socredo", et une attention en faveur "des dossiers qui ont franchi le cap de la défiscalisation métropolitaine et locale".

La ministre a entamé une série d'entretiens avec les principaux responsables politiques de la collectivité, qui a vu défiler neuf présidents depuis juin 2004, au gré des renversements d'alliances. Elle recevra un élu de l'UPLD (qui avait pourtant décliné l'invitation) mercredi et un ultime rendez-vous avec Gaston Tong Sang est prévu vendredi.